



**MARDI 20 NOVEMBRE
SEANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE**

**Intervention de Monsieur Nicolas SARKOZY,
Président de la République**

**Monsieur le président, cher Jacques,
Monsieur le Maire de Paris,
Mesdames et messieurs les membres du
gouvernement,
Mesdames et messieurs les maires,**

Votre association a cent ans. En elle, s'incarnent les valeurs de notre République. Cette république que vous faites vivre au quotidien dans nos communes. Cette république qui, grâce à vous, n'est pas qu'une devise. A l'idée abstraite de la République, vous donnez un visage. Vous donnez au-delà de vos différences une humanité. Et à l'idéal du civisme, vous apportez l'exemple de votre dévouement et de votre engagement.

J'ai trop longtemps été l'un des vôtres pour ne pas savoir les joies et les peines de la fonction de maire, qui n'est pas un métier comme les autres et qui est, dans des dizaines de milliers de petites communes, une forme de don de soi, une ultime déclaration d'amour à son village ou à sa commune. La première motivation de l'engagement des maires, c'est l'amour que l'on porte à son territoire, à sa ville, à son village.

Je sais les contraintes sans cesse plus lourdes qui rendent votre mission sans cesse plus difficile. Je sais le courage qu'il faut pour continuer quand votre énergie, quand votre imagination doivent suppléer le manque de moyens et quand votre responsabilité personnelle se trouve de plus en plus fréquemment mise en cause devant les tribunaux. Si l'on continue comme cela, un jour on ne trouvera plus personne

pour assurer des responsabilités collectives. Notre société doit y réfléchir.

Et, bien souvent... Je sais, cela ne va pas arranger mes affaires de dire cela et pourtant je le pense. Il ne peut pas y avoir de pouvoir sans responsabilité, responsabilité pour tout le monde. Mais il y a un moment où l'excès de contrôles, où l'excès de précautions conduit à l'inverse de ce que l'on a cherché. On ne doit pas tarir la source du dynamisme, de l'imagination dans un pays comme le nôtre. On doit prendre des initiatives, encourager ceux qui prennent des initiatives et ne pas décourager celui qui essaye de résoudre un problème. La bonne volonté, cela compte aussi.

Ce n'était pas dans le discours ! Mais c'était dans mon cœur.

Et, bien souvent, la seule récompense des élus est dans la satisfaction d'avoir rendu service, d'avoir bien travaillé ; mais qu'une difficulté surgisse, qu'un accident survienne, qu'un malheur se produise, qu'une injustice soit commise, et c'est vers le Maire que l'on se tourne d'abord. On lui demande tout, on exige tout, au quotidien l'impossible

Et lui, qui l'aide ? Qui l'encourage ? Qui le soutient ? Et j'ai parfaitement conscience, cher Jacques, qu'on l'assaille de règlements, ce maire, de contrôles tatillons qui, s'additionnant les uns aux autres, finissent par s'annihiler.

Et surtout on le met en accusation à la moindre erreur.

Je veux changer cet état de d'esprit dans notre pays. Je veux que l'on remercie ceux qui se dévouent, que l'on arrête de les dénigrer. Que ceux qui les dénigrent se présentent aux élections et on verra alors si c'est si facile d'être un élu !

Je veux, moi, qu'on le soutienne au lieu de l'accabler. Notamment, on critique le trop grand nombre de communes en France. Mais faire disparaître la plupart d'entre elles, ce serait assécher cet immense réservoir de civisme qui fait la vitalité de notre République dont l'unité est aujourd'hui si menacée par tant de forces de dissociation et d'éclatement. Nos communes sont inscrites au plus profond de notre histoire. Nos communes façonnent depuis des siècles le visage de la France.

Nos communes doivent s'entendre. Nos communes doivent coopérer. Nos communes doivent souvent mettre en commun leurs moyens.

Je prends mes responsabilités. Je crois à l'intercommunalité mais je ne crois pas à la politique de la table rase. Je ne crois pas que l'on puisse faire comme si les territoires et les nations n'avaient pas d'histoire, comme si la géographie n'existait pas, comme si les mentalités, les représentations, les sensibilités forgées par des siècles d'expérience humaine n'avaient aucune importance. Il faut partir des réalités. Et nos communes sont des réalités juridiques, institutionnelles, politiques mais avant tout ce sont des réalités humaines, des réalités sociales que l'on ne peut pas effacer par décret.

Je sais que cela gêne de dire cela, mais s'il y a une certaine qualité de vie spécifique à notre pays c'est aussi parce qu'il y a tant de communes qui permettent d'y faire vivre la démocratie au plus près du quotidien. Je n'ai pas l'intention que l'on y touche.

D'ailleurs, il est venu le temps – je prendrai des initiatives en la matière – que notre pays s'interroge sur la façon dont on doit remercier ceux qui se dévouent et sur la façon dont on doit punir ceux qui empoisonnent la vie des autres.

Plus pour les uns, moins pour les autres. Voilà les valeurs que je souhaite défendre dans notre pays. Et d'ailleurs, il n'y a absolument pas à s'en excuser, et j'en dirai un mot, de parler du statut de l'élu.

Je vais essayer de vous parler comme un chef d'Etat c'est-à-dire conscient, surtout en ce moment, des responsabilités qui sont les miennes. Je ne veux pas faire un discours qui fait plaisir aux uns contre les autres. Je veux dire ce que je pense calmement, simplement.

Notre pays n'est pas une page blanche. Si l'on veut réformer la France, il faut la respecter, dans son identité, dans son histoire, dans ses valeurs. Si l'on veut réformer la France, il faut le faire en respectant le principe d'égalité et le principe de justice auxquels les Français sont attachés parce qu'ils se sont battus pour ces principes tout au long de leur histoire. Si l'on veut réformer la France, il faut le faire dans le respect : le respect des personnes, le respect de leurs croyances, de leurs difficultés, des craintes, des espérances. Il faut respecter ce qui a été acquis par le travail, par le courage, par le sacrifice des générations passées, dont le souvenir doit rester vivant.

Les ouvriers qui aiment leur travail, qui se désespèrent de voir mourir l'industrie, s'inscrivent dans une histoire, dans une culture, dans une tradition ouvrière. Le mot ouvrier ne m'écorche pas la bouche. Le mot ouvrier est un beau mot. Une France sans usines, sans industrie et sans ouvriers serait une France profondément appauvrie moralement, culturellement, politiquement. Ce sont des travailleurs fiers de leur métier. Ils méritent le respect.

Les cheminots, les employés de la RATP, les électriciens, les gaziers s'inscrivent aussi dans une histoire, dans une culture, dans une tradition dont ils sont fiers d'être les héritiers. Ils ont un savoir-faire. Ils aiment leur métier. Ce ne sont pas des privilégiés et je n'aime pas la façon dont on parle d'eux et des fonctionnaires un peu facilement dans notre pays. Et le rôle d'un chef de l'Etat n'est pas d'opposer les uns aux autres. Je parlerai de la minorité après. Je parle de tous ceux qui, parce qu'ils sont travailleurs, méritent qu'on les respecte.

L'immense majorité des fonctionnaires, et vous le savez bien, maires de France, se dévoue au bien commun. Parce que dans toutes vos communes, et dans toutes vos écoles, vous avez des exemples de tous ceux qui sont engagés, pas pour la paye mais pour la vocation du service public. Et dans toutes vos communes, vous avez des fonctionnaires qui placent l'intérêt général au-

dessus de tout et vous êtes bien placés pour va savoir qu'ils ne sont pas des privilégiés. Et les élus ici savent bien qu'ils ne pourraient rien faire sans des fonctionnaires dévoués derrière eux.

La crise de l'Etat, la crise de la politique, la crise de l'intérêt général les touche directement. Je veux que leurs mérites soient mieux reconnus, que leur carrière soit revalorisée mais je n'accepte pas un système où l'on ne peut pas récompenser celui qui veut en faire davantage que les autres.

Je n'accepte pas un système où tout le monde est noté de la même façon. Je n'accepte pas un système qui dévalorise celui qui mériterait d'être récompensé et qui protège celui qui mériterait d'être sanctionné. Je n'accepte pas un système qui traite tout le monde de la même façon, qui amène tout le monde vers le bas. Parce que ce système là est injuste, et que les fonctionnaires de France méritent mieux que cela.

J'ajoute que cela fait bien longtemps que je pense qu'il faut arrêter de dire qu'il y a une fonction publique noble, la fonction publique d'Etat, et une fonction publique qui le serait moins, la fonction publique territoriale. Je veux des passerelles et des possibilités pour vous, les élus, de faire venir des fonctionnaires de l'Etat et, pour vos collaborateurs d'aller aussi en administration centrale. On est fonctionnaire. On doit pouvoir passer d'une fonction publique à une autre.

J'ai parfaitement conscience que l'on ne peut pas refaire la France sans les Français. Et a fortiori contre eux. Il ne faut pas les diviser. Il ne faut pas les opposer. Le rôle du président de la République et du gouvernement, c'est de rassembler, c'est de mobiliser autour d'un même objectif.

La France, mesdames et messieurs, a besoin de réformes pour relever les défis que le monde lui impose. Ces réformes ont trop tardées. Peu importe la faute à qui. Sans doute à chacun d'entre nous et j'en prends ma part.

Mais après tant d'hésitations, tant d'atermoiements, tant de reculs, on ne cédera pas et on ne reculera pas. Pas pour une question personnelle : parce qu'il s'agit de la France. Et c'est une véritable rupture qui est nécessaire. Pour empêcher quoi ? Le déclin. Pour éviter de perdre ce que ceux qui nous ont précédés avaient conquis pour nous.

La rupture, c'est un mot que j'ai promis pendant la campagne présidentielle. Les Français m'ont donné mandat de l'accomplir. J'ai tout dit avant les élections pour pouvoir tout faire après.

Cette rupture, cela ne doit pas être une rupture avec ce que nous sommes. Cela ne doit pas être une tentative de rompre avec notre identité, avec nos valeurs, avec notre histoire, d'aller copier je ne sais qui.

Cette rupture, c'est une rupture avec les habitudes, les comportements, les idées qui ne sont plus adaptés aux circonstances d'aujourd'hui. Quand elle était jeune, ma génération découvrait le monde à travers la littérature et le cinéma. Nos enfants le découvrent en voyageant à bas prix et en surfant. Cela change tout.

Notre pays doit changer, chacun en est bien persuadé ; nous en sommes persuadés collectivement. Là où cela va moins bien, c'est quand on veut appliquer les changements, quand on veut les décider.

J'ai bien compris, Jacques, ton message. Il faut que je réduise les déficits sans faire de mal à trop de monde. Et notamment pas aux maires qui ont déjà bien des difficultés. Il faut que je garantisse les services publics et en même temps que je maîtrise la dépense publique. Il faut que l'on fasse une politique volontariste d'aménagement du territoire et en même temps que l'on donne de la compétitivité à nos entreprises.

Je ne crois pas à la réforme qui est toujours synonyme de sacrifice. Je ne crois pas à la réforme qui fait souffrir, comme si la souffrance avait une vertu en elle-même, comme si le débat intelligent dans notre pays, c'était les sérieux qui font souffrir, les dispendieux qui font sourire. S'il suffisait de faire souffrir les Français pour résoudre les problèmes, cela fait vingt-cinq ans, trente ans qu'on leur demande des sacrifices et tant de problèmes sont encore là.

On a demandé pendant vingt-cinq ans ces sacrifices et ces sacrifices ont malheureusement été vains. On a trop souvent fait souffrir les Français au nom de réformes qui n'ont rien résolu ou qui n'ont pas pu être appliquées.

Je veux une politique de l'effort et non une politique du sacrifice. Alors, je sens bien...

La réforme que la carte judiciaire ?

On en parle depuis 1958. Que l'on soit de gauche, de droite ou du centre, dans tous les projets on en parle. Promis, avant l'élection. Oublié, après.

Bien sûr que cela pose des problèmes dans tel ou tel village, dans telle ou telle ville, dans telle ou telle commune. Mais je pose la question : croyez-vous que la France de 1958, c'est la France de 2007 ? Je veux bien que l'on me dise « économisez les dépenses publiques », mais est-il raisonnable de garder deux tribunaux de grande instance à 18 kilomètres de distance, et dans le même temps, avoir dans chaque tribunal les magistrats compétents, dévoués, pour apporter une réponse au service public de la justice ? Cette réforme, je l'avais promise. J'ai demandé au Garde des Sceaux de la mettre en oeuvre. Elle l'a mise en oeuvre avec courage.

La fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC ?

Mais cela fait vingt ans que l'on en parle, vingt ans que l'on promet. Et d'ailleurs, cela fait l'unanimité sur tous les bancs politiques.

Vingt ans que l'on en parle avant les élections et qu'on n'a pas eu le temps, après. Remarquez, cela sert car ça permet de remplir la case du prochain programme électoral de la prochaine élection. Eh bien, la prochaine fois, il n'y aura pas besoin de remplir cette case puisque cette réforme aussi, nous l'avons mise en oeuvre.

La fusion – et je parle devant Michel CHARASSE – de la Direction générale des impôts et de la comptabilité publique ?

Cette seule idée évoquée a réussi à faire partir deux ministres. Ils avaient, ces ministres – cher Michel tu vois ce que je veux dire – eu l'intelligence de comprendre que c'est quand même curieux d'avoir un système où celui qui calcule l'impôt est dans une autre administration que celui qui le perçoit, où le citoyen contribuable qui veut demander une explication ne va pas au même bureau que celui qui veut verser son chèque aux impôts. Celui qui a inventé cela, il avait de l'imagination ! Et cela a duré... 80.000 fonctionnaires d'un côté et 60.000 de l'autre.

La fusion de la DGI et de la CP, nous l'avons décidée. Elle se fera parce que c'est l'intérêt des contribuables d'avoir un interlocuteur unique et parce que je ne sais pas comment on peut réduire les dépenses publiques sans modifier les structures administratives de notre pays.

L'autonomie des universités ?

Vous savez, moi je suis en plein dans le sujet du congrès des maires !

On ne peut pas être plus dans la cible.

Les maires font de la politique au vrai sens du terme. Et les sujets dont je parle, permettez-moi de vous dire qu'ils vont bien au-delà de la différence entre la droite et la gauche parce qu'il y en a autant à gauche qu'à droite qui sont persuadés que si la France veut les meilleures universités du monde, elle doit leur faire confiance et leur donner l'autonomie.

Valérie PECRESSE a conduit cette politique. Je n'y reviendrai pas parce que c'est l'intérêt des universités de France, des universitaires de France, des enseignants de France et de nos enfants.

L'école primaire, le collège ?

Nous avons écrit avec Xavier DARCOS aux enseignants de France. Michel CHARASSE me parlait de la mémoire de Clémenceau. Tu parles toujours !

Les enseignants de France à l'époque de la troisième République, quand on débattait des programmes électoraux, et que l'on parlait de ce sujet essentiel qu'est l'Education nationale, parce que pour vous les maires, la revendication de vos concitoyens, quel que soit par ailleurs le peu de responsabilité que vous avez en matière pédagogique, c'est quand même la question de l'école.

Permettez-moi de vous dire que, président de la République, je n'accepterai pas que l'on réduise la question de l'Education nationale à la seule question du statut. Je veux que l'on puisse débattre du contenu.

Qu'est-ce que cela veut dire enseigner en 2007 ? Quelle est la mission des enseignants ? Et quelle est leur place ? Quel est le programme ? Quelles sont les valeurs qui soutiennent l'école de la République ? Ayons le courage d'assumer ces débats qui sont des débats nobles.

Et la réforme de l'Etat ? Et la réforme de la Fonction publique ? On n'a rien touché depuis 1958. Le statut, à force de ne protéger personne, de protéger tout le monde, finit par pénaliser chacun.

Depuis trente ans, réforme contre réforme, pas d'idée directrice, pas de continuité : on a désorganisé notre appareil administratif sans l'alléger. Et naturellement

que la question n'est pas de réduire l'emploi public au rabot, pour faire du chiffre, comme l'on dit.

La question est de porter des réformes de structures qui vont nous permettre d'être aux rendez-vous incontournables : la France ne peut être dans la compétition mondiale avec le poids des dépenses publiques que nous avons aujourd'hui. Quel que soit le gouvernement, quel que soit le président de la République, ce rendez-vous est incontournable.

Et la réforme des régimes spéciaux ?

Douze ans que l'on l'attend. Depuis l'échec de la tentative de réforme de 1995, on n'en parle plus. Et pendant ce temps, tous ceux qui relèvent des autres régimes ont vu leur durée de cotisations pour avoir une retraite à taux pleins, passer à 40 années et leurs pensions indexées sur l'inflation. Et dans le même temps, les veuves des agriculteurs, des pêcheurs, des artisans qui ont travaillé toute leur vie, attendent avec anxiété leur maigre pension de réversion qui ne leur permet même pas de vivre décemment.

La réforme des régimes spéciaux de retraite, ce n'est pas une attaque contre les cheminots. Ce n'est pas une attaque contre les employés de la RATP, les électriciens ou les gaziers. C'est une question d'équité dans la répartition de l'effort face à l'évolution de la démographie, à la vie qui se prolonge, au nombre de retraités qui augmente par rapport au nombre des actifs. Il ne s'agit pas de sacrifier les salariés de la SNCF, de la RATP, d'EDF et de GDF mais de leur demander, comme à tous les Français, un effort pour empêcher la diminution des retraites qui sans cela deviendrait inéluctable.

La chose est simple en matière de retraites. Soit vous diminuez les pensions de retraite et elles sont déjà si petites. Soit vous augmentez les cotisations et elles sont déjà si lourdes. Soit vous posez la question de la durée de cotisations. Il y a trois solutions. Il n'y en a pas quatre. Si, il y en a une quatrième : on ne fait rien et on laisse aux autres c'est-à-dire à nos enfants, les conséquences de l'inaction.

Je ne laisserai pas à nos enfants les conséquences de notre inaction. Nous ferons donc cette réforme.

J'ai été, il y a quelques semaines, à la rencontre des électriciens, des cheminots. C'est intéressant. Dans notre pays, on devrait se rencontrer et dialoguer plus

souvent. Je suis allé leur dire, moi, que j'avais de l'estime pour ce que qu'ils faisaient ; qu'ils n'étaient pas des nantis ; qu'ils n'étaient pas des privilégiés. Le but des réformes, ce n'était pas de leur faire mal mais d'améliorer le sort de tous grâce à l'effort de chacun.

Je comprends qu'ils soient attachés à ce qui les distingue, à l'héritage d'une longue lutte sociale. Le gouvernement n'a jamais cherché l'épreuve de force. Mais dans le respect des principes de la réforme, qui ont été débattus pendant la campagne présidentielle et qui ont été approuvés par les Français, j'ai souhaité que jamais le dialogue ne soit rompu. Chacun doit bien comprendre que, pour moi, dans un tel conflit je ne veux pas qu'il y ait un vainqueur et un vaincu.

Jusqu'au bout, je resterai déterminé. La réforme se fera, que nul n'en doute, mais jusqu'au bout je resterai ouvert parce que c'est mon devoir. Je dis qu'il faut savoir terminer une grève lorsque s'ouvre le temps de la discussion. Je dis, parce que c'est mon devoir, que chacun doit s'interroger sur la poursuite d'une grève qui déjà coûté si cher aux usagers qui n'ont pas à être pris en otage d'un conflit qui ne les concerne pas.

Je dis qu'il faut penser à tous ceux qui ont besoin d'aller travailler et qui n'en peuvent plus d'être privés de transports en commun. Je dis qu'il y a des millions de Français qui, après une journée de travail, quand il n'y a pas de bus, pas de métro, pas de train, sont exaspérés d'avoir le sentiment, justifié, d'être pris en otage.

Je dis qu'il faut penser aux entreprises qui risquent d'être obligées de supprimer des emplois. Ma conception du service public, c'est que le service public est d'abord au service des usagers. Et dire cela me semble être une idée consensuelle, à droite comme à gauche. Sinon, ce n'est pas le service public.

La grande majorité des salariés de la RATP, de la SNCF et la quasi totalité de ceux de GDF et EDF ont repris le travail. L'esprit de négociation doit l'emporter sur l'esprit de confrontation. Entreprise par entreprise, des négociations s'ouvrent. Elles ont commencé lundi à EDF, GDF. Elles débuteront demain à la SNCF et à la RATP. C'est sur ce terrain que chacun désormais doit s'efforcer de faire valoir son point de vue. Ceux qui veulent travailler, qui sont de loin les plus nombreux, doivent pouvoir le faire librement. Une petite minorité ne saurait imposer sa loi à la majorité ni dans les services publics ni dans les universités. Ce qui est un comble.

La démocratie, comme l'ordre public, je les ferai respecter. Tout simplement parce que c'est mon devoir. L'ouverture et le dialogue continueront. Mais ce qui doit être fait sera fait. Ce qui doit être accompli sera accompli. Je ne trahirai pas la confiance de ceux qui m'ont élu. J'irai jusqu'au bout de mes engagements et j'irai avec vous.

Et dans quelques jours, je prendrai d'autres initiatives pour répondre à l'angoissante question du pouvoir d'achat de la croissance et de l'emploi ; mais dans une démocratie apaisée, on dialogue. Dans une démocratie civilisée, on arrête la grève avant de mettre une économie à genoux. Dans une démocratie aboutie, la majorité doit l'emporter sur une minorité très minoritaire, fût-elle violente. Et dans une démocratie, le devoir du président de la République c'est d'être un homme de fermeté et de dialogue.

Je sais parfaitement que, dans vos communes, vous êtes confrontés tous les jours aux difficultés des Français. Nous avons besoin de vous pour que le Grenelle de l'environnement, auquel votre association a pris une part si importante, débouche sur des changements concrets. Vous serez associé, Jacques, à ces changements.

J'ai besoin de vous pour la modernisation de nos services publics. Je ne vais pas fuir devant vous. Nous avons à parler aussi de l'hôpital – cela concerne au premier chef les maires – de la gouvernance de l'hôpital, de la carte hospitalière. On ne peut pas fuir le débat. Il se pose, et on ne va pas le résoudre avec le chacun pour soi, en se disant : l'essentiel, c'est que je chauffe ma boutique et peu importe le sort de mon pays.

Vous avez un problème avec des maisons de long séjour, de moyen séjour, vous avez un problème avec Alzheimer, vous avez un problème avec les personnes âgées qui ne peuvent pas rester au domicile... Il y a matière à négocier.

Ce que je veux surtout, c'est que le gouvernement engage avec vous une discussion d'ensemble pour que celui qui se voit avec une difficulté sur un service public ne sente pas que sa ville est condamnée ou que son village est condamné ou que son terroir est condamné.

Je veux cette discussion globale. Je ne veux pas que les maires se trouvent petit à petit, Jacques, amenés dans un combat des Horaces et des Curiaces avec simplement la direction des affaires sociales pour l'hôpital, l'inspecteur d'académie pour l'école et les classes. Mais que l'on globalise la discussion, pour faire dans notre pays une carte des services publics adaptée à la France de 2007.

A partir ce moment-là, il faudra que l'on pose également le problème de votre statut. Etre maire, s'engager, respecter les élus ; nécessité d'attirer les meilleurs, les plus capables, les plus dévoués dans les fonctions électives... il faut que la nation dise enfin quelle démocratie elle veut.

Et quel statut elle est prête à reconnaître à ses élus et à ses maires en particulier, parce que le statut de l'élu a trop attendu. Il faut le mettre en chantier, arrêter avec les frilosités et les tabous.

Quand on se dévoue, encore une fois, à la cause générale, on n'a pas à s'en excuser. Vous ne faites pas cela pour en avoir la récompense mais, à l'inverse, il n'est pas normal que cela vous coûte de vivre l'engagement qui est le vôtre au service de vos villages et de vos communes. Voilà la réalité des choses.

Comment bâtir une démocratie irréprochable si le maire n'est pas protégé, n'est pas rémunéré, s'il n'a aucun soutien, aucune aide, aucun accompagnement, notamment lorsqu'il perd ses mandats, et cela peut arriver à tout le monde !

Naturellement, je me visais moi-même ! Encore qu'en début de mandat, on est plus décontracté avec ces questions que vous, en fin de mandat !

Je voudrais dire un mot d'une question très difficile et faire une proposition.

Jacques a parlé de la nécessité d'élargir les assiettes, en matière de fiscalité. Il y a une façon de les élargir : c'est la question de la réactualisation des bases de la fiscalité locale. Et moi, je n'ai pas été élu pour fuir les problèmes. On en parle depuis 1991, un ministre du budget qui est à cette tribune le sait bien.

Tous les rapports ont été commandés. Je propose que l'on fasse l'actualisation des bases parce que le statu quo indéfini qui conduit à un écart croissant entre les

bases d'imposition et la réalité économique ne peut pas durer. Je propose que l'on cesse d'attendre sans rien faire et que l'on procède à la réactualisation des bases à l'occasion de chaque changement de propriétaire. Au lieu de faire comme toujours à France, soit rien, soit tout, et au moment où l'on fait tout aïe, aïe, aïe !

Je propose que vous, les maires, en accord avec les services fiscaux, vous fassiez l'actualisation des bases à chaque fois qu'il y a un changement de propriétaire. Et il vaut mieux prendre une dizaine d'années ou une quinzaine d'années pour faire cette actualisation progressivement plutôt que de se retrouver soit avec l'immobilisme soit avec la brutalité.

Je demande à l'Association des Maires de France, si elle le veut bien, d'y travailler et d'y réfléchir. Vous aurez une augmentation de votre assiette, donc une augmentation de vos ressources sans brutalité et sans conséquence politique trop lourde. Comme je le propose à tous les maires, on ne peut pas m'accuser de le faire au service d'un camp ou contre les autres.

Jacques, tu as proposé un Grenelle de la fiscalité locale. J'y suis prêt. Et là encore, nous aurons à choisir deux voies. La voie de l'amodiation sur des impôts que l'on ne reconnaît plus à force de les avoir modifiés partiellement.

Je pense notamment à la taxe professionnelle dont le premier contributeur est aujourd'hui l'Etat, dans un système dont j'attire quand même votre attention sur le fait qu'il est cruel pour les finances publiques puisque, comme la TP est plafonnée, on peut l'augmenter sans faire mal aux entreprises. Et comme la TP est compensée, on peut l'augmenter sans se soucier des ressources des communes. Mais à la fin des fins, c'est quand même le contribuable qui paye.

J'ajoute que plus personne ne comprend rien au maquis de notre fiscalité. Et je suis prêt à aller vers la spécialisation des impôts par niveau de communes. Le principe, j'en ai bien conscience, cher Bertrand, est plus facile à avancer qu'à réaliser mais au moins mettons-nous d'accord sur des principes directeurs, étant entendu que je suis très attaché au maintien d'un lien financier entre les entreprises et leur commune sinon il n'y aura plus un seul endroit où l'on acceptera d'installer une entreprise et une usine. Et ce

jour là, il ne faudra pas dire aux Français qu'il n'y a pas assez d'emplois pour eux.

Et si me haussant au-dessus de ma condition, je pouvais émettre des souhaits pour ce Grenelle de la fiscalité, parlant devant Mme la Ministre de l'intérieur, peut-être pourrait-il agir en deux temps :

Dans un premier temps, on se mettrait d'accord sur des principes, des principes assez précis pour réformer la fiscalité locale, pour voir si l'on peut trouver un consensus au-delà du débat droite-gauche.

Parce que, excusez du peu, mais s'il s'agit de faire une réforme de la fiscalité locale de droite, en attendant la réforme de la fiscalité locale de gauche, je crains que l'on ne soit pas au rendez-vous de l'efficacité que souhaitent les contribuables. Peut-être pourrions-nous nous mettre d'accord sur des principes.

Une fois que l'on se serait mis d'accord, Madame le Ministre, sur les principes, peut-être pourrions-nous demander à des techniciens de nous préparer des pistes et les soumettre alors à la concertation de l'ensemble des maires de France. Vous me direz que cela prendra quelques mois. Et alors ? Cela fait tant d'années que l'on n'en dit rien.

En tout cas, moi je ne veux pas d'un système où l'on ne raisonne sur ces questions qu'au sein de la section financière du Conseil d'Etat pour lequel, par ailleurs, j'ai le plus grand respect. C'est un sujet extrêmement complexe mais en même temps à conséquences politiques lourdes. Les élus doivent prendre leur responsabilité. Je les prendrai, si vous le voulez bien, avec vous.

Enfin, dernier point, s'agissant de la décentralisation, parlant devant mon ami Jean-Pierre RAFFARIN, je crois qu'il serait temps également que nous fassions le bilan des lois de décentralisation successives depuis le premier train de lois de Gaston DEFFERRE au début des années 80.

Ne pourrait-on pas, là aussi, en associant tout le monde, se dire : voilà ce qui a été parfaitement fait depuis 1982 ; voilà ce qui ne marche pas et ce que l'on peut changer. Et j'aimerais beaucoup que l'on puisse mettre de l'ordre dans les lois de décentralisation avant d'imaginer, comme une sorte de fuite en avant, une nouvelle étape de la décentralisation. Je ne ferai pas

une nouvelle étape de la décentralisation avant que l'on ait fait un bilan exhaustif des conséquences de trente années de décentralisation. Je crois là aussi que nous vous le devons.

J'ajoute que je souhaite que l'on réforme le contrôle de légalité. Pourquoi ? Parce que je voudrais un contrôle de légalité qui conseille les maires plutôt que de les considérer comme des formes de coupables qui doivent eux-mêmes se justifier avant même qu'une délibération ait été prise.

Après tout, quand on prend une décision en Conseil municipal, avec le scrutin pour partie proportionnel, c'est qu'on n'a quand même pas la volonté de dissimuler quoi que ce soit. En revanche, nos textes sont si difficiles d'application que l'on a besoin de l'administration d'Etat pour conseiller, pour guider.

J'aimerais également que l'on réfléchisse, cher Michel, avec Jean-Louis BORLOO, à la question des documents d'urbanisme. Je ne sais pas, Jacques, si cela doit être l'intercommunalité ou la commune. On peut en discuter.

Mais j'aimerais là encore que l'on protège, parce que nous avons pris des engagements bien sûr, notamment la trame verte, la biodiversité, mais en même temps je voudrais tellement que notre pays redevienne à la pointe de l'architecture, de l'innovation, de la création, du développement durable. Et pour y arriver, on n'a pas besoin d'un empilement de normes, de réglementations et de règles. On a besoin de gens qui prennent des initiatives, qui font des rêves pour leur commune, qui ont de l'ambition pour leur commune. Et je le dis au Maire de Paris s'il me le permet...

...le débat absurde pour savoir s'il faut des tours ou pas de tours... mais si elles sont laides il n'en faut pas, si elles sont belles il en faut ! Ce n'est pas une question idéologique – pour les tours ou contre les tours – c'est une question... n'ayez pas crainte d'être d'accord avec moi, Bertrand. C'est si bon d'être ensemble de temps en temps !

M. DELANOË.- Non, c'est vous qui êtes d'accord avec moi, là !

M. SARKOZY.- Si vous voulez.... Mon rôle de toute manière, c'est d'être d'accord avec le maximum de Français !

J'ai commencé à 53. Je veux terminer plus loin ! C'est une plaisanterie, naturellement.

Ce qui ne l'est pas, en revanche, c'est que je ne veux pas que l'on arrive à un pays où l'on est normé, où on vous permet de faire des petits cubes. Ils sont beaux vos petits cubes, parce qu'ils ne dépassent pas une certaine hauteur. Et tous les petits cubes qui se ressemblent... Mais non, je ne veux pas que l'architecture, la créativité, l'imagination soient réservées à l'Espagne, aux Etats-Unis, à l'Italie. Je veux que la France reste le pays de la création architecturale et qu'un certain nombre d'entre vous puissent avoir une ambition architecturale pour leur ville. Et finalement, on arrive à quoi ? On ne peut plus rien faire dans nos centres villes. Et on fait n'importe quoi aux périphéries de nos villes. Eh bien, je ne suis pas d'accord avec ces choix-là. Je dis qu'il est temps de les changer.

Je ne plaide pas pour que du n'importe quoi devienne centre ville, naturellement.

Au fond, quel doit être le juge suprême de tout cela ? Croyez bien que j'ai soutenu Jean-Louis BORLOO dans la démarche du Grenelle de l'environnement.

Eh bien, c'est la responsabilité des élus ! Il y a des élections, quand même. Si les gens ne sont pas contents, ils le disent et ils sanctionnent.

Mais si on n'avait eu que la règle, est-ce que l'on aurait les plus beaux bâtiments qui ont couvert notre pays ? S'il y avait eu que la norme, est-ce que l'on aurait ce long chapelet de cathédrales et d'églises qui font que, dans la République française, deux mille ans de valeurs chrétiennes, cela a compté ? Si, simplement, on avait dû appliquer à la lettre un code de l'urbanisme auquel d'ailleurs personne ne comprend plus rien tant l'enchevêtrement des règles conduit à une jurisprudence illisible ?

Bon ! Vous m'avez compris, je suis complètement sorti du discours.

Mais au fond, je le dis parce que c'est une forme de déclaration d'amour à notre pays, à sa jeunesse, à sa capacité à innover, oui, Jean-Louis, je me battrais pour que tous les engagements que nous avons pris au Grenelle de l'environnement soient tenus.

Mais ils seront tenus par une volonté politique implacable, pas par le doublement des Bottins

administratifs. Ils seront tenus parce que l'on va vous convaincre de vous engager avec passion dans la bataille pour le développement durable, pas parce que l'on vous aura absolument empêché de faire quoi que ce soit en mettant un inspecteur derrière chacun d'entre vous !

Je veux un pays vivant, un pays dynamique, un pays qui croit en l'avenir, un pays qui veut construire, un

pays qui veut bâtir, un pays où celui qui veut innover ne craindra pas l'échec parce qu'il saura parfaitement qu'on lui sera reconnaissant d'avoir pris une initiative, un pays où les citoyens sont des acteurs debout, un pays où l'on ne craint pas la réforme, un pays simplement où l'on a envie de vivre.

Merci de m'avoir donné l'occasion d'exprimer cette envie.